



DEXTRA est une organisation, apparue en 2009, ayant pour objectif la reconstitution d'un pôle de droite authentique, conservateur et anti-libéral au service de la France.

Nos maîtres-mots sont : Autonomie—Enracinement. Pour cela nous dispensons une formation intellectuelle et pratique, nécessaire à la constitution de nouveaux cadres politiques s'engageant concrètement.

**N'hésitez pas à venir à notre rencontre.
Plus d'infos sur : WWW.DEXTRA.FR**

CAHIER DE FORMATION



La politique étrangère de la France

Il est impossible d'avoir une lecture de l'histoire de la politique étrangère de la France sans avoir lu et compris Jacques Bainville. Historien pragmatique, il reste une référence malgré le fait qu'il soit frappé du « syndrome de Cassandre », c'est-à-dire qu'en analyste pertinent des relations internationales, Jacques Bainville avait prévu la Première Guerre mondiale, mais il avait aussi prévu la revanche allemande et leur victoire, dès le 14 novembre 1918, sans que personne n'écoute ses avertissements sur les catastrophes qui arriveraient ensuite. Son ouvrage sur l'histoire de France est un texte essentiel, car, répétons-le, il nous est impossible de comprendre ce qui se passe aujourd'hui, d'analyser ce qui peut arriver demain si nous oublions ou omettons de voir tout ce que le passé a pu apporter.

Il est donc important de rappeler que la France se doit d'appliquer de nouveau le réalisme politique en matière de relations internationales, que cette vision de la politique étrangère ne peut être liée à la présence de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, mais encore, que sa présence dans le cadre de la politique étrangère de sécurité et de défense (de l'Union européenne) est surabondante : en effet, il est inutile de mettre en place une politique européenne de sécurité quand tous les Etats membres de l'UE sont aussi membres de l'OTAN, et, quand un Etat membre signataire du traité de Lisbonne (lâchement signé par Sarkozy allant à l'encontre du référendum de 2005) est automatiquement protégé par l'OTAN en cas d'agression.

Le réalisme politique doit s'accompagner d'une vision pérenne des relations internationales, dans le cadre de l'intérêt de la France, qu'elle développe une puissance militaire, politique, diplomatique et culturelle adéquates, ce qui revient à écarter toute idée de juger d'autres Etats souverains au regard du droit ou de la morale des droits de l'homme.

Si de Gaulle avait compris l'intérêt d'une France puissante et indépendante, c'est aussi parce qu'il était tenant d'une vision consubstantielle à tout Etat souhaitant avoir un droit de parole en matière de politique étrangère : le réalisme politique. C'est aussi parce que Richelieu était tenant du réalisme politique que la politique étrangère de la France à l'époque était pertinente. On peut faire remonter cette théorie à Thucydide, premier grand historien qui a donné une analyse étonnante et pertinente de la guerre du Péloponnèse.

Dans son œuvre, Thucydide contribue au développement d'une notion centrale du réalisme politique, à savoir celle de l'intérêt étatique. En dehors de la peur, la recherche de l'intérêt constitue un mobile déterminant dans le comportement stratégique des Etats. Dans la quête de la recherche de l'intérêt, l'intérêt de survie arrive en tête. Mais les intérêts de chaque Etat ne se limitent pas seulement à la préservation de leur sécurité (survie, intégrité territoriale, indépendance). Dans un système international antagoniste, les Etats sont également obligés de maintenir leur place dans la distribution des forces (« *relative power position* »). Si leur place devient périlleuse et si au contraire celle de leurs adversaires s'améliore, il se peut que leur sécurité soit mise en danger (Jacques Bainville avait montré ce point concernant la France et l'Allemagne...).

« *La France, la France seule* » disait l'académicien Charles Maurras. Cette citation anodine qui pourrait appeler à l'autarcie – interprétation fausse et réductrice –, résume la position historique et géopolitique de la France, un pays qui a toujours vécu sur ses frontières, dont la plupart sont naturelles, sans jamais avoir une visée expansionniste à l'instar d'autres pays, dont notamment les Allemands. Ainsi, l'histoire de France est rythmée de guerres face aux Anglais, aux Italiens, aux Prussiens, aux Espagnols et aux Autrichiens. Ainsi, qu'elle soit capétienne ou impulsée par d'autres chefs d'Etat, la France a toujours défendu son pré carré (la France a conservé les mêmes frontières à l'Est depuis le traité de Verdun de 843), et les rares occasions de volonté expansionniste ont été des échecs : campagnes d'Espagne ou de Russie par Napoléon Bonaparte ; mission au Mexique par Napoléon III...

La France a traditionnellement défendu son pré carré, essentiellement contre l'ami-ennemi germanique : de 1515 à 1945, ce ne sont pas moins de 23 conflits qui opposèrent la France aux Etats allemands.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que la vision pluriséculaire de la France a toujours été marquée par une volonté de puissance, guerrière certes mais pas belliqueuse, impulsée par un rayonnement important à l'étranger, ne serait-ce que par le rôle important de la francophonie à travers le monde.

Après le partage du monde à Yalta par les grandes puissances, dont la France sort totalement amoindrie dans le cadre de la confrontation des blocs, et face à l'émergence des pays du Tiers Monde, c'est surtout la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989, c'est-à-dire la fin de la guerre froide qui va redistribuer les rôles entre les différentes grandes puissances. En effet, il semble difficile pour un pays riche historiquement et tenant d'une politique étrangère fondée sur la souveraineté de défendre sa vision dans un monde globalisé où les notions de territoire, de frontières, de puissance et de souveraineté ont été en surface dépassés.

La France devra redéfinir ses cadres conceptuels concernant sa politique extérieure : la chute du Mur et la multiplication des Etats à l'Est en même temps que la fin de la considération de la Russie soviétique comme ennemi amène à totalement revoir la politique étrangère ne serait-ce qu'en Europe. Par ailleurs, l'évolution de l'Union européenne ainsi que la volonté des gouvernants libéraux d'approfondir politiquement la construction de cette institution proto-fédérale amenuisent jour après jour toute question de souveraineté nationale ainsi que de puissance. La fin de la guerre froide annonce aussi une redéfinition au niveau de sa stratégie de dissuasion nucléaire, stratégie aujourd'hui totalement obsolète et plus dangereuse et coûteuse pour la population française que pour tout autre ennemi.

Ces redéfinitions et remises en cause annoncent seulement un point visible depuis la fin de la première moitié du XXe siècle, mais qui saute dorénavant aux yeux, et même à la figure de tous aujourd'hui : le déclin de la puissance mais aussi de l'influence française au niveau international est bel et bien là, et, sans solution radicale, il est tout à fait logique que les pays émergents contestent encore sa position au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

A l'écart de toute idolâtrie envers de Gaulle, que les plus fervents libéraux citent à tort et à travers aujourd'hui, le sursaut – ou, tout au moins le sursis – de la France a pu se faire avec la politique d'indépendance menée par de Gaulle lors sa prise de pouvoir en 1958 (faite par les urnes, mais préparée par l'armée et les services secrets en cas d'échec, opération Résurrection). De Gaulle a très bien compris que la France ne peut pas être, si elle n'est pas un tant soit peu présente au niveau international, et cela manière puissante et indépendante, ce que d'aucuns ont appelé la troisième voie. La prise de conscience a pu être réalisée, déjà en refusant la Communauté européenne de défense, ou encore en appliquant la politique de la chaise vide à l'ONU, mais aussi et surtout, en faisant sortir la France du commandement intégré de l'OTAN et en virant les Américains basés sur le sol français. Malheureusement, les affres du monde globalisé ont eu raison de cette position, et le président Nicolas Sarkozy a fait rentrer la France dans le rang, enfin dans un rang d'allié-subalterne.

Quoi qu'il en soit, la politique gaullienne concernant la France est marquée par une continuité, de Gaulle ne l'oublions pas est un érudit, fin connaisseur de l'histoire de France et lecteur de Jacques Bainville. Cette continuité au niveau international s'exprime par la politique française en Afrique (même si ne nous pouvons occulter des positions très cyniques voulues par Jacques Foccart), que ce soit avant, pendant et après la décolonisation.

Cette continuité a été brisée pour être aujourd'hui une politique étrangère opportuniste et irrationnelle. Sous couvert de droits de l'homme, la France est aujourd'hui un des pays les plus belliqueux, surtout à l'égard de pays dont nous n'avons parfois aucune relation historique (qui aurait pu permettre de comprendre telle ou telle position). Cette continuité a été brisée d'une part par l'effet d'un monde globalisé où les Etats sont concurrencés par des firmes transnationales, par la croissance exponentielle de la criminalité organisée et des réseaux mafieux gangrenant jusqu'aux plus hauts sommets des Etats, par la multiplication inquiétante de réseaux dits « terroristes », et par l'effacement de la France au sein de l'Union européenne. Ainsi, la politique étrangère de la France est totalement effacée face au mondialisme globalisé, à la suppression des frontières et à la constitution de grands blocs de puissance : bloc « occidental » avec en tête les Etats-Unis donc l'OTAN, Union européenne, bloc russo-slave, bloc des pays arabes, bloc asiatique.